



*Saint-Junien Environnement*  
130 Route de Pressaleix  
Le Mas  
87200 SAINT-JUNIEN

[contact@saint-junien-environnement.fr](mailto:contact@saint-junien-environnement.fr)

<http://saint-junien-environnement.fr>

Monsieur Clarisse ROUGIER  
Commissaire enquêteur  
Mairie de Cognac la Forêt  
8 Rue Jules Ferry  
87310 COGNAC la FORÊT

Saint-Junien, le 28 Octobre 2021

**Objet : Contribution de l'association Saint-Junien Environnement à l'enquête publique portant sur le projet d'aliénation d'une partie de chemin rural situé au lieu-dit La Cordelle au droit des parcelles section E N° 85, 80, 79, 1655, 1653,1650 et F N° 204 sur le territoire de la commune de Cognac-la-Forêt.**

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Saint-Junien Environnement, en tant qu'association de protection de l'environnement, poursuit plusieurs buts dont celui de veiller à la sauvegarde des paysages et du patrimoine culturel, architectural et naturel. Saint-Junien Environnement attache donc une importance particulière au devenir des chemins ruraux et contribue à leur entretien, ce qui motive sa participation à cette enquête publique.

## **Préambule**

Mardi 19 octobre 2021 vers 10h00, nous avons rencontré M. Rougier, Commissaire Enquêteur.

### **1.1) Publicité de l'enquête publique**

#### **1.1.1) Publicité par voie d'affiches**

Nous avons constaté que l'affichage concernant l'enquête publique, est présent sur place au niveau du projet du changement d'assiette du chemin. Les informations indiquées sont en caractères noirs sur fond jaune.



## 1.1.2) Publicité électronique

D'après l'article L.123-10 du code de l'environnement, lorsqu'une collectivité dispose d'un site internet, l'avis d'enquête doit également être publié sur celui-ci.

La mairie de Cognac-la-Forêt dispose d'un site internet, d'un Facebook. **Rien n'était encore publié sur l'un de ces sites le mercredi 27 octobre.**



Page du site internet de la mairie de Cognac-la-Forêt le 27 10 2021 à 12h50



Page du Facebook de la mairie de Cognac-la-Forêt le 27 10 2021 à 12h50



## **Question écrite n° 04901 de M. André Vairetto (Savoie - SOC)**

**publiée dans le JO Sénat du 21/02/2013 - page 553**

M. André Vairetto appelle l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur les nouvelles modalités d'affichage de l'avis d'enquête publique mentionnées à l'article R. 123-11 du code de l'environnement. Un arrêté fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement publié le 4 mai 2012 précise que « Les affiches mentionnées (...) mesurent au moins 42 × 59,4 cm (format A2). Elles comportent le titre "avis d'enquête publique" en caractères gras majuscules d'au moins 2 cm de hauteur et les informations visées à l'article R. 123-9 du code de l'environnement en caractères noirs sur fond jaune. » L'article R. 123-11 du code de l'environnement prévoit aussi la publication de l'avis d'enquête dans deux journaux locaux ou nationaux selon l'importance du projet, l'affichage en mairie ou en préfecture pour les plans et programmes, ainsi que la publication sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. À ce jour, il apparaît que ces dispositions, entrées en vigueur au 1er juin 2012, augmentent le risque d'annulation de plans locaux d'urbanisme (PLU) ou de zones d'aménagement concerté (ZAC) pour de simples motifs de forme d'affichage. Il souhaite savoir si le Gouvernement entend assouplir les règles d'affichage pour les enquêtes publiques pour remédier à cette situation.

Transmise au Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

## **Réponse du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie**

**publiée dans le JO Sénat du 29/08/2013 - page 2507**

Afin de pouvoir participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement conformément à l'article 7 de la charte de l'environnement, le public doit être informé de l'organisation d'une enquête publique. À cette fin, tous les moyens utiles doivent pouvoir être sollicités. Ainsi, le législateur, au II de l'article L. 123-10 du code de l'environnement, a prévu que « l'information du public est assurée [...] notamment par voie d'affichage sur les lieux concernés par l'enquête, par une publication locale ou par voie électronique ». Les dispositions réglementaires d'application du principe fixé par le législateur ne diffèrent pas de celles qu'elles ont remplacées (publication de l'avis par voie de presse et affichage en mairie et préfecture). Seule la publication de l'avis d'enquête publique sur un site internet constitue une nouvelle formalité, celle-ci n'étant obligatoire que lorsque l'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête possède un tel site internet. Il est précisé que les formes de l'affiche dont les caractéristiques sont fixées dans l'arrêté du 24 avril 2012 ne sont applicables qu'à l'affichage « sur place » c'est-à-dire à l'affiche qui, en vertu du III de l'article R. 123-11, doit être apposée par le responsable du projet sur le lieu où sera réalisée l'opération pour laquelle l'enquête publique est requise. En définitive, les modalités d'information du public de l'organisation d'une enquête publique ne peuvent être regardées comme augmentant le risque d'annulation des plans et projets. Au contraire, la réforme des enquêtes publiques, achevée par le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011, a introduit plusieurs dispositions visant à sécuriser juridiquement l'enquête publique. À titre d'exemples peuvent être cités l'amélioration dans le recrutement des commissaires enquêteurs, la désignation systématique d'un suppléant au commissaire enquêteur, la possibilité de dessaisir un commissaire enquêteur de l'enquête ou encore le contrôle préalable de la conformité des conclusions de l'enquête par l'autorité compétente pour organiser l'enquête et par le président du tribunal administratif.

### **1.1.3) Publicité par voie de presse**

L'avis d'enquête publique a bien été diffusé dans deux journaux, quinze jours avant le début de celle-ci, comme l'indique l'article R.161-26 du code rural et de la pêche maritime (CRPM). Il s'agit de L'Abeille nouvelliste et d'Union et Territoires.

Nous regrettons le choix de ces journaux. L'Abeille nouvelliste est d'une diffusion assez locale et ne couvre pas tout le département. Union et Territoires est diffusé surtout auprès du monde agricole, les offices notariés et les collectivités locales (un milieu plutôt professionnel) ; il ne permet pas de toucher un large public.

## **2) Rappel sur les frais relatifs à l'aliénation**

Dans la délibération du 27 septembre 2021, le conseil municipal indique que l'ensemble des frais liés à cette opération seront à la charge des acquéreurs.

Il nous paraît important de rappeler qu'en vertu des articles R.134-18 à R.134-21 du code des relations entre le public et l'administration (CRPA), l'indemnité due au commissaire enquêteur est





fixée par arrêté du maire [...] de la commune concernée par l'aliénation, notifié au commissaire enquêteur.

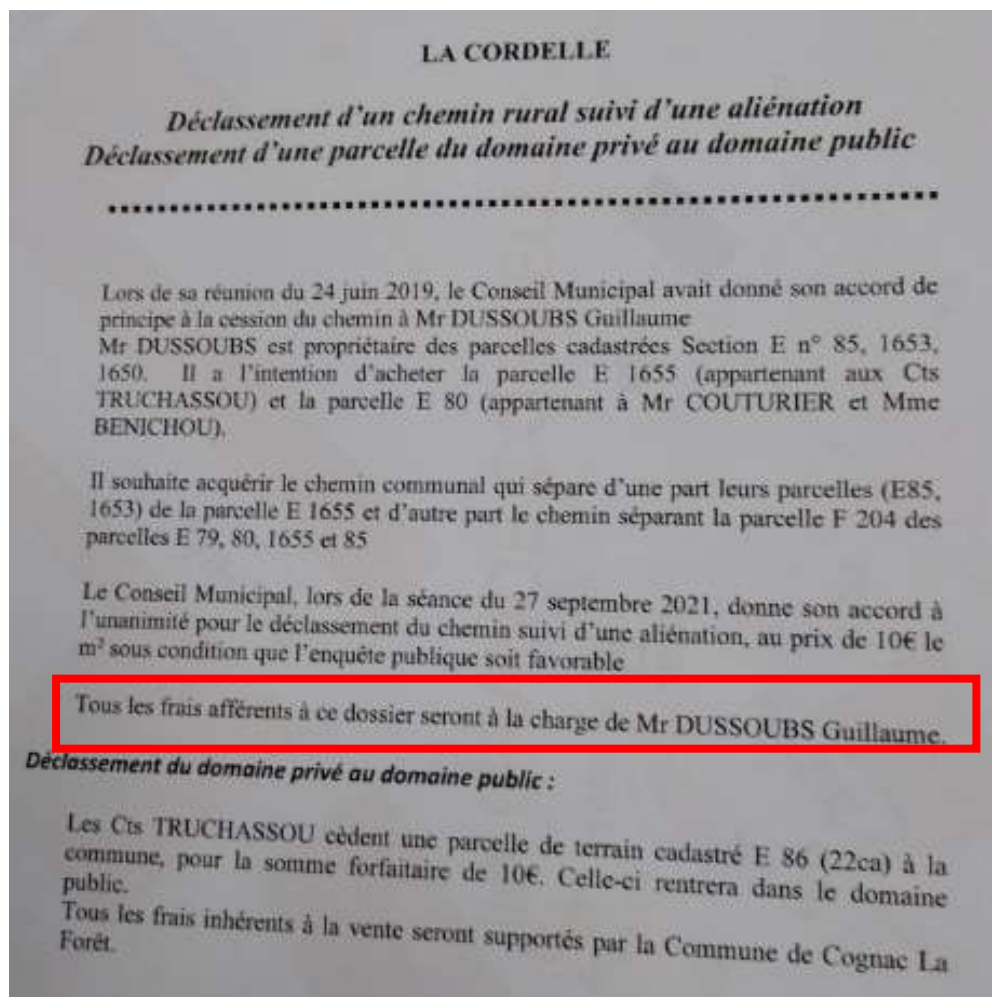
Les frais d'indemnisation sont pris en charge par la commune ayant fait procéder à l'enquête. En effet, les dépenses découlent de l'application de l'article L161-10 du code rural et de la pêche maritime qui impose à la commune d'organiser une enquête publique avant d'aliéner un chemin rural. A ce titre, elles constituent des dépenses obligatoires pour la commune, qui ne peuvent donc être mises à la charge de l'acquéreur.

L'indemnité comprend les vacations et le remboursement des frais que le commissaire enquêteur a engagés pour l'accomplissement de sa mission (art. R134-18 du CRPA).

De même pour les frais de publication dans la presse, ils sont directement liés à l'enquête publique. Quand une collectivité vend un bien sans enquête publique, il n'y a pas de frais de publication dans la presse.

**En conclusion, on ne peut pas demander aux acquéreurs de prendre en charge les frais liés à l'enquête publique ; seuls les frais de géomètre et d'actes notariés pourront leur être demandés.**

**Toute délibération demandant aux acquéreurs de régler l'ensemble des frais serait entachée d'illégalité.**



Extrait de la délibération du 27 septembre 2021 du conseil municipal de Cognac-la-Forêt.



## **Conclusion**

Nous ne nous opposons pas à cette aliénation **sous réserve que les frais liés à l'enquête publique ne soient pas demandés aux acquéreurs.**

**Toute délibération demandant aux acquéreurs de régler l'ensemble des frais serait entachée d'illégalité.**

Pour Saint-Junien Environnement,  
son président



Daniel JARRIGE